

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 9 MARS 1927

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le texte, adopté par le Sénat au premier vote, du Projet de Loi portant modification des dispositions du Chapitre VI, titre V du livre 1^{er} du Code civil : « Des droits et des devoirs respectifs des époux. »

(Voir les n°s 30 (session extraordinaire de 1925), 101 (session de 1925-1926), 51 (session de 1926-1927) et les Annales parlementaires du Sénat, séances des 18, 20, 25, 26 janvier ; 1^{er}, 2, 3, 22 et 23 février 1927.)

Présents : MM. BRAUN, président-rapporteur ; DE CLERCQ, DE LEY, DESWARTE, DUBOST, LEBON et PAULSEN.

MADAME, MESSIEURS,

La Commission de la Justice, ayant examiné en sa réunion de ce jour les articles du projet de loi qui ont fait l'objet d'amendements au cours de la discussion du projet au Sénat, s'est ralliée à l'unanimité, sauf une abstention, aux amendements ci-après :

ART. 214*b*, alinéa 2. — Ajouter les mots : « réserve faite des droits des tiers ».

A la séance du Sénat du 1^{er} février 1927, l'honorable M. DuBost avait posé la question : « Que fait-on du droit des tiers ? Allez-vous établir une créance privilégiée ? N'oublions pas que les biens des époux appartiennent comme gage aux tiers. Le texte n'est pas suffisamment net. Il faudrait ajouter : « réserve faite des droits des tiers ».

Le texte de l'article ne laissait pas de doute sur les droits des tiers ; néanmoins la Commission a jugé qu'il vaudrait mieux dire explicitement que la délégation donnée par le juge de paix n'y portera pas atteinte.

* * *

ART. 214*c*, alinéa 2. — Ajouter *in fine* : « même sur la minute ».

Il convenait d'attribuer au juge de paix le droit qui appartient au président du tribunal de première instance statuant par voie de référé d'ordonner, en cas d'urgence, l'exécution sur la minute du jugement prévu dans l'article 214*b*.

* * *

ART. 214*j*. — Le tribunal compétent dans le cas de l'article 214*j*, comme dans le cas des articles 221, 223*b*, 223*c* et 224*c*, est le tribunal du dernier domicile conjugal. Il peut être utile de le spécifier. On propose donc d'insérer après les mots : « Tribunal de première instance », ceux-ci : « du dernier domicile conjugal ».

Reproduisons, à propos des pouvoirs conférés par cet article au président du tribunal, les lignes suivantes du rapport de M. Godenir :

« Le président du tribunal aura un pouvoir discrétionnaire pour ordonner les mesures provisoires utiles, en tenant compte principalement de l'intérêt des enfants qui devra toujours prédominer...

Les décisions du président étant provisoires et répondant uniquement aux nécessités du moment, il n'y a pas lieu de prévoir un recours devant le tribunal. Semblable recours se concilierait mal d'ailleurs avec une juridiction familiale où il faut éviter des complications de procédure. »

Le rapporteur de la Commission de la Justice avait déjà fait observer au Sénat que la juridiction gracieuse ainsi reconnue au président ne devait pas être confondue avec celle du président statuant par voie de référé.

Par là même que cette procédure sera gracieuse et le pouvoir du président discrétionnaire, il semble inutile d'entrer dans des précisions sur la procédure à suivre; le président pourra prendre sur lui, comme s'exprime l'article 268 du Code d'instruction criminelle, tout ce qu'il croira dans l'intérêt de l'autre époux et des enfants — les droits des tiers restant saufs.

Pour sauvegarder ceux-ci, le plus simple serait de recourir à la même mesure de publicité que celle prévue dans l'article 224c ci-après, et d'ajouter à l'article un alinéa ainsi conçu :

« Le jugement prononcé en vertu des pouvoirs conférés dans l'article précédent sera, à la diligence de l'époux qui l'aura obtenu, transmis par extrait, dans le mois de la date, au greffe du même tribunal pour y être transcrit dans un registre tenu à cet effet. »

* * *

Amendement à l'article 215. — Ajouter au mot « autorisation », le mot « expresse ».

* * *

Amendement à l'article 217. — Ajouter au mot « consentement », le mot « exprès ».

* * *

Amendement à l'article 220, alinéa 1^{er}. — Ajouter :

« Et au dit cas, elle oblige aussi son mari s'il y a communauté entre eux. »

Ces mots avaient été supprimés à la séance du 2 février, sur l'observation que l'honorable M. Vauthier avait formulée en ces termes :

« Quand le mari autorise la femme à exercer le commerce, il est assez naturel, quoique rigoureux, de dire que le mari est responsable, sur les biens communs et même sur ses biens propres, des engagements que la femme a contractés. Cela paraît une conséquence légitime. Mais lorsqu'il s'agit de donner à la femme de plus grandes libertés, et qu'elle pourra exercer en son nom, mais avec l'autorisation de son mari, toute espèce de profession, la question de savoir si, dans cette hypothèse, le mari, comme en matière de commerce, est également responsable pécuniairement des engagements que la femme a pu contracter, par exemple comme virtuose, comme artiste, comme avocat, comme médecin, cela me paraît beaucoup plus douteux. Et si j'ai formulé des réserves à cet égard, c'est que je me suis préoccupé avant tout de ce qui me semblait être l'intérêt de la femme. Le mari, en présence des responsabilités financières que son autorisation entraînerait pour lui, pourrait être tenté de refuser son autorisation; au contraire, si les biens du mari ne sont pas tenus de plein droit des engagements contractés par la femme à l'occasion de l'exercice de sa profession, le mari se montrera plus large, plus confiant, ce dont la femme bénéficiera... »

A la suite de ces observations, l'article aurait dû être rédigé comme suit :

« La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour ce qui concerne son négoce. Il en est de même pour la femme qui exerce toute autre profession; mais, dans le premier cas, *et dans ce cas seulement*, elle oblige aussi son mari s'il y a communauté entre eux. »

Toutefois, pouvait-on entrer dans cette distinction ? Il semblait bien que la règle dût être la même dans tous les cas : ou

bien la femme, en s'obligeant, oblige son mari, quelle que soit la profession qu'elle exerce, — ou bien elle répond seule, sur ses propres et sur ses biens réservés, des engagements qu'elle aura pris.

C'est à ce dernier système que le Sénat s'était rallié dans sa séance du 2 février.

Mais ce système radical a paru, à la réflexion, prêter à de multiples objections.

D'abord, il rompt avec la règle inscrite dans les articles 220 et 1426 du Code civil et dans l'article 10 du Code de commerce. Celle-ci a fait ses preuves.

D'autre part, cette règle constitue une garantie précieuse pour les tiers, la condition même du crédit qu'ils octroient.

Enfin, si la perspective de ses responsabilités financières n'est pas de nature à arrêter le mari d'une femme commerçante, est-il à prévoir sérieusement que le mari d'une femme artiste, médecin ou avocat lui refuse l'autorisation d'embrasser une carrière indépendante par crainte d'avoir à répondre un jour des engagements qu'elle aurait été amenée à contracter ?

La Commission conclut donc au rétablissement pur et simple de l'amendement de la Commission de la Justice à l'article 220, alinéa 1^{er}, du projet gouvernemental, ainsi conçu :

« La femme qui exerce une profession, une industrie ou un commerce, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour tout ce qui concerne sa profession, son industrie ou son négoce ; et audit cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux. »

* * *

ART. 221, alinéa 3. — Ajouter les mots : « du dernier domicile des époux ».

* * *

ART. 222, alinéa 2. — La Commission propose de substituer au texte du 1^o de l'article 222, « 1^o Si le mari est

absent, interdit, sous conseil judiciaire ou placé dans un établissement d'aliénés », le texte ci-après : « Si le mari est absent, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté ».

C'est en ces termes que la même idée est exprimée dans l'article 223a, alinéa 2, ainsi que dans les lois spéciales réglant l'exercice par la femme de fonctions publiques ou de la profession d'avocat.

Il paraît recommandable, dans la confection des lois, de se servir des mêmes mots pour dire la même chose ; c'est le meilleur moyen d'échapper à des interprétations divergentes.

Il serait désirable, par le même souci d'uniformité, de remplacer dans l'article 214i, les mots : « En cas d'interdiction, d'absence ou d'empêchement de l'un des époux », par ces mots-ci : « Si l'un des époux est absent, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, ».

Il est vrai que cet article 214i n'ayant pas été amendé n'est pas de ceux qui sont soumis à un second vote. Mais le droit reconnu à la Commission de faire aux textes les retouches nécessaires pour la concordance des articles, justifiera sans doute l'amendement qu'elle propose à l'article 214i, comme conséquence de l'amendement apporté à l'article 222.

* * *

ART. 223a. — « La femme peut exercer une profession, une industrie ou un commerce moyennant l'autorisation expresse ou tacite du mari. »

Faut-il maintenir les mots « ou tacite », ou bien exiger dans tous les cas une autorisation *expresse* lorsqu'il s'agit pour la femme d'être autorisée à exercer une profession, une industrie ou un commerce ?

Nous disions à la séance du 2 février, en réponse à une question :

Mon avis, c'est que la Commission de revision a eu tort de se contenter dans l'article 223a de l'autorisation tacite du mari et de la mettre sur le même pied que son autorisation expresse, et que nous avons eu tort de voter cette disposition telle quelle.

L'article 9 de la loi du 15 décembre 1872 dispose que la femme ne peut pas être marchande publique sans le consentement de son mari et règle la forme dans laquelle cette autorisation doit être donnée. Il en est de même de l'article 1^{er} de la loi de 1921 concernant l'exercice par les femmes de fonctions publiques, ainsi que de l'article 2 de la loi de 1922 permettant aux femmes d'exercer la profession d'avocat. On vient de le rappeler. C'est à bon escient que dans chacune de ces lois on a exigé l'autorisation expresse du mari à raison de l'importance des actes auxquels l'épouse allait être habilitée.

Et nous irions de gaité de cœur bouleverser tout cela au risque d'aller au-devant des plus sérieuses difficultés de preuve ! Car, enfin, comment prouver l'autorisation tacite ?

Qu'on se contente d'une autorisation tacite quand il s'agit de faciliter à la femme l'achat des provisions de ménage, rien de plus naturel, mais combien différent le cas de la femme qui s'oblige dans l'exercice de son commerce ou d'une profession libérale !

Les articles 221, alinéa 3 et 223c, alinéa 1^{er} du projet gouvernemental ont, d'ailleurs, organisé, à l'instar des lois précitées, la manière dont l'autorisation du mari doit être donnée ou révoquée, et ce, non seulement dans l'intérêt de la femme, mais du mari et surtout des tiers. Gardons-nous de rendre vaines les règles qu'ils ont tracées.

L'article 223a, ayant été amendé sur un autre point, reviendra devant nous en seconde lecture et j'en profiterai pour demander que l'autorisation tacite en soit retranchée.

De son côté, M. Hymans, ministre de la Justice, faisait observer à la même séance :

« On veut une autorisation tacite, on la considère comme un grand avantage. Mais le mari qui accordera à sa femme l'autorisation tacite d'exercer une profession ne lui donnera-t-il pas aussi bien cette autorisation par écrit que tacitement ?... Dès l'instant où le mari consent à accorder l'autorisation, si on lui dit que l'autorisation tacite ne suffit pas et qu'un écrit est indispensable, il écrira. »

Et sur la remarque d'un membre qu'il ne peut se contenter d'écrire, mais qu'il doit notifier son autorisation dans la forme indiquée, le Ministre ajouta : « C'est entendu, il fera la démarche. »

Sensible à ces multiples raisons, considérant d'autre part qu'en entourant

l'autorisation du mari de certaines formes, la loi agira, non seulement dans l'intérêt des tiers, mais aussi dans l'intérêt de la femme, dont elle renforcera le crédit, la Commission s'est déclarée d'accord pour proposer au Sénat de *supprimer dans l'article 223a le mot « tacite »*.

Dès lors que l'autorisation maritale doit être expresse pour que la femme soit habilitée à l'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce, il en sera de même dans le cas des articles 215 et de l'article 217. La femme ne pourra ester en jugement sans l'autorisation expresse du mari; elle ne pourra aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, s'obliger sans le consentement exprès du mari. Une autorisation tacite ne suffira pas plus dans un de ces cas que dans l'autre. Toutefois, dans ces deux derniers cas, l'autorisation n'aura pas besoin de s'exprimer dans la forme prescrite par l'article 223c.

Il est vrai qu'aux termes de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail (art. 29) et de la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi (art. 25), la femme mariée est capable d'engager son travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son mari, mais la situation est toute différente et la portée de l'autorisation est loin d'être la même.

* * *

ART. 223b. — Après les mots : « tribunal de première instance », ajouter : « du dernier domicile conjugal ».

* * *

ART. 223e. — A supprimer.

La Commission de revision avait rédigé cet article comme suit :

« Il n'est pas dérogé aux lois réglant l'exercice, par la femme, de fonctions publiques ou de la profession d'avocat. »

Après amendement par le Sénat, cet article a été rédigé comme suit :

« Les dispositions des lois réglant

l'exercice par la femme de fonctions publiques ou de la profession d'avocat sont abrogées en ce qu'elles ont de contradictoire avec l'article 223a. »

Il est clair que l'article ainsi amendé n'a plus de raison d'être du moment que l'autorisation maritale doit être expresse, les lois précitées n'ayant plus rien de contradictoire avec la présente loi.

Mais y a-t-il lieu de rétablir l'article tel que la Commission de revision l'avait rédigé? Est-il besoin d'affirmer que les lois réglant pour la femme l'exercice de fonctions publiques ou de la profession d'avocat restent en vigueur? Cette précaution a pu paraître utile tant que l'article 223a mettait l'autorisation tacite sur la même ligne que l'autorisation expresse, à la différence des deux lois prérappelées; mais étant donné qu'il n'est plus question d'autorisation tacite dans cette loi-ci pas plus que dans les deux autres, pourquoi dire qu'il n'est pas dérogé aux dispositions de ces dernières, la loi nouvelle ne consacrant pas, en matière d'autorisation maritale, un autre principe que celles-ci?

La Commission conclut donc à la suppression pure et simple de l'article 223e, soit le texte amendé, soit le texte du projet gouvernemental.

* *

ART. 224a. — Supprimer les mots : « Durant le mariage » et substituer aux mots : « y seront compris », les mots : « y sont comprises ».

* *

ART. 224c, alinéa 1^{er}. — Intercaler le mot : « dernier » entre les mots : « tribunal civil du » et « domicile des époux ».

Alinéa 3. — Substituer à cet alinéa l'alinéa suivant :

« Le jugement sera, à la diligence du procureur du Roi ou du mari, transmis par extrait, dans le mois de sa date, au greffe du tribunal civil pour y être tran-

scrit dans un registre tenu à cet effet. Il devra... (le reste comme dans l'article). »

On a pensé que la transcription du jugement de retrait en marge de l'acte de mariage était de nature à infliger à la femme une humiliation inutile.

* *

ART. 224d. — Faire de l'alinéa 2 l'alinéa 1^{er} et rédiger l'alinéa 2 comme suit :

« La preuve que la femme exerce une profession distincte de celle de son mari sera faite envers les créanciers avec lesquels elle a traité sans fraude, par la production d'un acte de notoriété ou par tout autre moyen. »

L'honorable Ministre de la Justice justifiait cette interversion dans les termes suivants à la séance du 22 février :

« Je demande qu'on fasse de l'amendement de M. Lebon l'alinéa 1^{er} de l'article 224d. Nous aurons ainsi un système complet de preuves qui sera tout à fait clair et logique.

» Ainsi l'article 224d déterminera d'abord la preuve que la femme exerce une profession distincte; puis viendra la preuve de la provenance et de la consistance des biens; et, enfin, dans un troisième alinéa, une preuve spéciale et particulière, lorsqu'il s'agit d'immeubles et de droits mobiliers. Nous aurons ainsi un système complet. »

La Commission de la Justice avait déjà insisté sur la même distinction dans son rapport, en disant :

« Comment la femme fera-t-elle la preuve vis-à-vis des tiers de ce qu'elle a les pouvoirs de disposer et d'administrer? Il lui suffira d'établir qu'elle exerce un commerce, une industrie ou une profession indépendante de celle de son mari. Question de fait. Si les tiers n'en ont pas une connaissance personnelle, ils en demanderont une justification. Il est difficile d'énumérer les moyens de prouver un fait. Tous sont admis à moins qu'il s'agisse « d'un fait

» juridique ». S'il s'agit d'une femme commerçante, son inscription sur un registre de commerce, par exemple, serait une preuve excellente. Une femme qui n'exerce sa profession que du consentement de la justice, produira le jugement qui l'a autorisée; une employée, une attestation de son patron, et toute femme, en général, un acte de notoriété. Si la femme fait cette preuve, les tiers pourront contracter avec elle et échapperont à toute responsabilité. »

Ceci était écrit sous l'empire de l'article 223a, alors que cet article admettait que l'autorisation du mari pouvait être tacite.

Maintenant que cette autorisation devra être expresse, la femme disposera, pour établir qu'elle exerce une profession distincte, d'un moyen de plus, le plus efficace de tous, l'extrait, délivré par le greffier, du registre où cette autorisation se trouvera consignée.

* * *

ART. 224e. — a) Faire précéder l'alinéa 1^{er} du signe « § 1^{er} ».

b) Intercaler dans l'alinéa 1^{er}, après les mots : « à moins qu'ils aient », ceux-ci : « en même temps ».

c) Rédiger l'alinéa 2 comme suit :

« Les dettes afférentes aux biens réservés suivent le sort de ces biens. »

d) Rédiger le dernier alinéa comme suit :

« § 2. — Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, les biens réservés sont propres à la femme. »

Les amendements apportés à l'article 224e ne sont qu'une suite du système plus large adopté par le Sénat, en vertu duquel il a reconnu à la femme le droit de disposer de tous ses biens réservés, tant immobiliers que mobiliers.

Le Président-Rapporteur,
ALEXANDRE BRAUN.

Amendements présentés par la Commission.

ART. 214*b*, alinéa 2. — Ajouter les mots : « réserve faite des droits des tiers ».

ART. 214*c*, alinéa 2. — Ajouter *in fine* : « même sur la minute ».

ART. 214*i*. — Remplacer les mots : « En cas d'interdiction, d'absence ou d'empêchement de l'un des époux, » par : « Si l'un des époux est absent, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, ».

ART. 214*j*. — *a*) Insérer les mots : « du dernier domicile conjugal, » après les mots : « tribunal de première instance ».

b) Ajouter un alinéa ainsi conçu :

« Le jugement prononcé en vertu des pouvoirs conférés dans l'article précédent sera, à la diligence de l'époux qui l'aura obtenu, transmis par extrait, dans le mois de la date, au greffe du même tribunal pour y être transcrit dans un registre tenu à cet effet. »

ART. 215. — Insérer le mot « expresse » après le mot « autorisation ».

ART. 217. — Insérer le mot « exprès » après le mot « consentement ».

ART. 220, alinéa 1^{er}. — Ajouter : « ; et au dit cas, elle oblige aussi son mari s'il y a communauté entre eux ».

ART. 221, alinéa 3. — Ajouter les mots : « du dernier domicile des époux ».

ART. 222, alinéa 2. — Substituer au texte du 1^o de l'article 222, le texte ci-après : « Si le mari est absent, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté; ».

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 214*b*, lid 2. — De woorden toe te voegen : « onder voorbehoud van de rechten van derden ».

ART. 214*c*, lid 2. — Aan het slot toe te voegen : « zelfs op de minuut ».

ART. 214*i*. — De woorden : « In geval van onmondigverklaring, afwezigheid of verhindering van een der echtgenooten » te vervangen door : « Is een der echtgenooten onmondig verklaard, afwezig of in de onmogelijkheid zijn wil te kennen te geven, ».

ART. 214*j*. — *a*) Na de woorden : « van eersten aanleg » de woorden « van de laatste echtelijke woonplaats » in te voegen;

b) Een lid toe te voegen luidende :

« Het vonnis gewezen krachtens de bij voorgaand artikel verleende volmacht wordt, op aanzoek van den echtgenoot die het heeft verkregen, binnen een maand na zijn datum, bij uittreksel overgemaakt aan de griffie derzelfde rechtbank om aldaar te worden overgeschreven in een daartoe gehouden register. »

ART. 215. — Na de woorden « zonder de » het woord « uitdrukkelijke » in te voegen.

ART. 217. — Voor het woord « toestemming » het woord « uitdrukkelijke » in te voegen.

ART. 220, lid 1. — Toe te voegen : « ; in welk geval zij ook haar man verbindt zoo er tusschen hen gemeenschap bestaat ».

ART. 221, lid 3. — Na de woorden : « van eersten aanleg » de woorden « der laatste echtelijke woonplaats » in te voegen.

ART. 222, lid 2. — Den tekst van 1^o van artikel 222 te vervangen door : « Is de man afwezig, onmondig verklaard of in de onmogelijkheid zijn wil te kennen te geven; ».

ART. 223a. — Supprimer les mots : « ou tacite ».

ART. 223b. — Insérer les mots : « du dernier domicile conjugal » après les mots : « tribunal de première instance ».

ART. 223e. — A supprimer.

ART. 224a. — Supprimer les mots : « Durant le mariage » et substituer aux mots : « y seront compris », les mots : « Y sont comprises ».

ART. 224c, alinéa 1^{er}. — Insérer le mot : « dernier » après les mots : « tribunal civil du ».

ART. 224c, alinéa 3. — Substituer à cet alinéa le texte suivant :

« Le jugement sera, à la diligence du procureur du Roi ou du mari, transmis par extrait, dans le mois de sa date, au greffe du tribunal civil pour y être transcrit dans un registre tenu à cet effet. Il devra... (le reste comme dans l'article). »

ART. 224d. — a) Supprimer l'alinéa 1^{er} et le remplacer par l'alinéa 2;

b) Insérer un alinéa 2 (nouveau) ainsi conçu :

« La preuve que la femme exerce une profession distincte de celle de son mari sera faite envers les créanciers avec lesquels elle a traité sans fraude, par la production d'un acte de notoriété ou par tout autre moyen. »

ART. 224e. — a) Faire précéder l'alinéa 1^{er} du signe « § 1^{er} »;

b) Intercaler dans l'alinéa 1^{er}, après les mots : « à moins qu'ils aient », ceux-ci : « en même temps »;

c) Rédiger l'alinéa 2 comme suit :

« Les dettes afférentes aux biens réservés, suivent le sort de ces biens. »

d) Rédiger le dernier alinéa comme suit :

« § 2. — Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, les biens réservés sont propres à la femme. »

ART. 223a. — De woorden : « of stilzwijgende » te doen wegvallen.

ART. 223b. — Na de woorden : « eersten aanleg » de woorden « der laatste echtelijke woonplaats » in te voegen.

ART. 223e. — Te doen wegvallen.

ART. 224a. — De woorden : « staande huwelijk » te doen wegvallen.

ART. 224c, lid 1. — Voor het woord : « woonplaats » het woord : « laatste » in te voegen.

ART. 224c, lid 3. — Dit lid te vervangen door den volgende tekst :

« Het vonnis wordt, op aanzoek van den procureur des Konings of van den man, binnen een maand na zijn datum, bij uittreksel overgemaakt aan de griffie van de burgerlijke rechtbank om aldaar te worden overgeschreven in een daartoe gehouden register. Bovendien... (zooals in het artikel). »

ART. 224d. — a) Lid 1 te doen wegvallen en te vervangen door lid 2;

b) Een nieuw lid 2 in te voegen luidende :

« De vrouw mag aan de schuldeischers, waarmede zij zonder bedrog een overeenkomst sloot, door middel eener akte van bekendheid of door elk ander middel bewijzen dat zij een beroep uitoefent dat onderscheiden is van het beroep van haar man. »

ART. 224e. — a) Het eerste lid te doen voorafgaan door « § 1 »;

b) Na de woorden : « tenzij zij » het woord « tevens » in te voegen;

c) Lid 2 te wijzigen als volgt :

« De schulden betreffende de voorbehouden goederen worden als dezen behandeld. »

d) Het laatste lid te wijzigen als volgt:

« § 2. — Onder al de stelsels die noch gemeenschap, noch gemeenschap van aanwinsten bedragen, zijn de voorbehouden goederen eigen bezit van de vrouw. »

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 9 MAART 1927

Aanvullend verslag uit naam der Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek van den door den Senaat bij eerste lezing aangenomen tekst van het Wetsontwerp tot wijziging van de bepalingen van Hoofdstuk VI, Titel V, van Boek I van het Burgerlijk Wetboek : « De wederzijdsche rechten en plichten der echtgenooten. »

(Zie de n^{rs} 30 (buitengewone zitting 1925), 101 (zitting 1925-1926), 51 (zitting 1926-1927) en de Handelingen van den Senaat, vergaderingen van 18, 20, 25, 26 Januari; 1, 2, 3, 22 en 23 Februari 1927.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter-verslaggever; DE CLERCQ, DE LEY, DESWARTE, DU BOST, LEBON en PAULSEN.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Commissie voor de Justitie, na de artikelen te hebben onderzocht van het wetsontwerp die werden gewijzigd in den loop van zijne behandeling in den Senaat, heeft zich eenparig, op een lid na, aangesloten bij de volgende amendementen :

ART. 214*b*, lid 2. — De woorden toe te voegen : « onder voorbehoud van de rechten van derden ».

In de Senaatsvergadering van 1 Februari 1927, had de geachte heer DuBost de vraag gesteld : « Wat wordt er van het recht der derden ? Gaat gij een bevoorrechte vordering invoeren ? Wij mogen niet vergeten dat de goederen der echtgenooten als onderpand aan derden toebehooren. De tekst is niet duidelijk genoeg. Men diende daaraan toe te voegen : « onder voorbehoud van de rechten der derden ».

De tekst van het artikel liet geen twi-
fel over aangaande de rechten van derden; niettemin was de Commissie van oordeel dat het verkieslijk was uitdruk-

kelijk te zeggen dat de opdracht door den rechter gegeven daaraan geen afbreuk zou doen.

* *

ART. 214*c*, lid 2. — Aan het slot toe te voegen : « zelfs op de minuut ».

Aan den vrederechter moest het recht worden verleend dat toegekend is aan den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg zetelende in kortgeding en krachtens hetwelk, bij hoogdringendheid, de tenuitvoerlegging kan worden gelast op de minuut van het vonnis voorzien bij artikel 214*b*.

* *

ART. 214*j*. — De rechtbank die bevoegd is in het geval voorzien bij artikel 214*j*, evenals in het geval voorzien bij de artikelen 221, 223*b*, 223*c* en 224*c*, is de rechtbank van de laatste echtelijke woonplaats. Dit mag wel worden gezegd. Men stelt dus voor na de woorden : « van eersten aanleg », de woorden « *van de laatste echtelijke woonplaats* » in te voegen.

Op het stuk van de volmacht krachtens dit artikel aan den voorzitter der rechtbank toegekend, drukken wij enkele regels over uit het verslag van den heer Godenir :

« De voorzitter van de rechtbank krijgt onbeperkte macht om de gewenschte voorloopige maatregelen te gelasten, hoofdzakelijk rekening houdende met het belang der kinderen dat steeds zal overheerschen...Daar de beslissingen van den voorzitter voorloopig zijn en alleen door de noodwendigheid van het oogenblik ingegeven, zoo hoeft er geen beroep op de rechtbank voorzien te worden. Dergelijk beroep zou trouwens moeilijk overeen te brengen zijn met een gezinsrechtsmacht waarbij elke ingewikkelde rechtspleging dient vermeden. »

De verslaggever van de Commissie voor de Justitie had den Senaat reeds erop gewezen dat de aldus aan den voorzitter toegekende genadige rechtsmacht niet moest worden verward met die van den voorzitter zetelende in kortgeding.

Daar het feit zelve dat deze rechtspleging genadig zal zijn en het gezag van den voorzitter, eigenmachtig, is het nutteloos in bijzonderheden te treden over de te volgen rechtspleging: de voorzitter kan, naar luid van artikel 268 van het Wetboek van Strafvordering, alles op zich nemen wat hij in het belang acht van den anderen echtgenoot en de kinderen — behoudens de rechten van derden.

Om dezen te vrijwaren ware het het eenvoudigste zijn toevlucht te nemen tot denzelfden maatregel van ruchtbaarmaking als dien voorzien bij artikel 224c en aan het artikel een lid toe te voegen luidende :

« Het vonnis gewezen krachtens de bij voorgaand artikel verleende volmacht wordt, op aanzoek van den echtgenoot die het heeft verkregen, binnen een maand na zijn datum, bij uittreksel overgemaakt aan de griffie derzelfde rechtbank om aldaar te worden over-

geschreven in een daartoe gehouden register. »

* * *

Amendement op artikel 215. — Na de woorden « zonder de » het woord « *uitdrukkelijke* » in te voegen.

* * *

Amendement op artikel 217. — Voor het woord « toestemming » het woord « *uitdrukkelijke* » in te voegen.

* * *

Amendement op artikel 220, lid 1. — Toe te voegen : « *in welk geval zij ook haar man verbindt, zoo er tusschen hen gemeenschap bestaat* ». »

Deze woorden had men doen wegvallen, ter vergadering van 2 Februari, naar aanleiding van een aanmerking van den heer Vauthier in deze bewoordingen :

« Wanneer de man zijne vrouw machtigt handel te drijven, is het nogal natuurlijk, ofschoon streng, te zeggen dat de man verantwoordelijk is, met de goederen der gemeenschap en zelfs met zijn eigen goederen, voor de verbintenissen die de vrouw heeft aangegaan. Dit lijkt een redematige gevolgtrekking. Doch waar het geldt aan de vrouw meer vrijheid te geven, en dat zij, onder haar naam, doch mits machtiging vanwege haar man, elk soort van beroep mag uitoefenen, dan komt het er op aan te weten of, in deze onderstelling, de man, evenals in handelszaken, eveneens geldelijk verantwoordelijk is voor de verbintenissen die de vrouw mocht hebben aangegaan, bij voorbeeld als virtuose, als kunstenaressen, als advocaat, als arts, dat lijkt mij veel meer twijfelachtig. En zoo ik daaromtrent eenig voorbehoud heb gemaakt dan was het wijl ik vooral begaan was met wat mij het belang van de vrouw leek. De man, tegenover de financieele verantwoordelijkheid die voor hem uit zijn machtiging mocht

voortvloeien, zou kunnen geneigd zijn zijn machtiging te weigeren; integendeel, zoo de goederen van den man niet van rechtswege tot onderpand dienen van de verbintenissen die de vrouw mocht aangaan naar aanleiding van de uitoefening van haar beroep, dan zal de man meer mildheid, meer vertrouwen aan den dag leggen, iets waarvan de vrouw het voordeel hebben zal... »

Deze aanmerkingen hadden voor gevolg dat het artikel had moeten luiden als volgt :

« Zoo de vrouw openbare koopvrouw is, kan zij, zonder de toestemming van haar man, zich verbinden voor wat haar handel betreft. Hetzelfde geldt voor de vrouw die elk ander beroep uitoefent; doch in het eerste geval, *en in dit geval alleen*, verbindt zij ook haar man zoo er tusschen hen gemeenschap bestaat. »

Kon men echter in dit onderscheid treden ? Het leek wel alsof de regel in elk geval dezelfde moest zijn : ofwel, met zich te verbinden, verbindt de vrouw haar man, welke ook het beroep zij dat zij uitoefent ; — ofwel is zij alleen aansprakelijk, met haar eigen en haar voorbehouden goederen, voor de verbintenissen die zij mocht hebben aangegaan.

Bij dit laatste stelsel heeft de Senaat zich aangesloten in zijn vergadering van 2 Februari.

Doch bij nadere overweging bleek dit radicale stelsel vatbaar voor meer dan eene opwerping.

Eerst en vooral breekt het af met den regel gehuldigd door de artikelen 220 en 1426 van het Burgerlijk Wetboek en door artikel 10 van het Wetboek van Koophandel. De ervaring heeft geleerd dat deze regel zijn reden van bestaan had.

Bovendien is deze regel een kostbare waarborg voor de derden, en de voorwaarde zelve van het crediet dat zij verleen.

Ten slotte, zoo het vooruitzicht van zijne financieele verantwoordelijkheid

niet van zulken aard is dat het den man eener openbare koopvrouw kan tegenhouden, is het dan ernstig te voorzien dat de man eener vrouw, die kunstenaar, arts of advocaat is, haar de toelating weigere eene zelfstandige loopbaan te kiezen, uit vrees dat hij vroeg of laat zal aansprakelijk worden gesteld voor de verbintenissen die zijne vrouw mocht hebben aangegaan ?

De Commissie was dus van meening dat het amendement van de Commissie voor de Justitie op artikel 220, lid 1, van het ontwerp van de Regeering andermaal moest worden ingediend en wel in deze bewoordingen : « De vrouw die een beroep, een nijverheids- of handelsbedrijf uitoefent kan zich, zonder de machtiging van haar man verbinden voor alles wat haar beroep, haar bedrijf of haar handel betreft ; in dit geval verbindt zij ook haar man indien tusschen hen gemeenschap bestaat. »

* *

ART. 221, lid 3. — De woorden « van de laatste echtelijke woonplaats » toe te voegen.

* *

ART. 222, lid 2. — De Commissie stelt voor den tekst van 1° van artikel 222 te vervangen door den volgende : « Is de man afwezig, onmondig verklaard of in de onmogelijkheid zijn wil te kennen te geven ».

In deze bewoordingen wordt dezelfde gedachte uitgedrukt in artikel 223a, lid 2, evenals in de bijzondere wetten op de uitoefening door de vrouw van openbare ambten of van het beroep van advocaat.

Het verdient aanbeveling, in het opstel der wetten, dezelfde woorden te bezigen om dezelfde zaken te zeggen; dat is het beste middel om uiteenloopende verklaringen te vermijden.

Met het oog op dezelfde gelijkvormigheid ware het te wenschen in artikel 214i de woorden : « In geval van onmondigverklaring, afwezigheid of ver-

hinderling van een der echtgenooten », te vervangen door de woorden : « Is een der echtgenooten onmondig verklaard, afwezig of in de onmogelijkheid zijn wil te kennen te geven ».

Weliswaar werd artikel 214i niet gemendeerd, zoodat het niet aan een tweede stemming moet worden onderworpen. Doch het Bureel kreeg het recht aan de teksten de noodige wijzigingen toe te brengen om de artikelen te doen kloppen, zoodat daarin de rechtvaardiging te vinden is van het bij artikel 214i voorgesteld amendement, als gevolg van het amendement op artikel 222.

* *

ART. 223a. — De vrouw kan, mits de uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van den man, een beroep, een nijverheids- of handelsbedrijf uitoefenen.

Moeten de woorden : « of stilzwijgende » behouden worden of moet men in elk geval een *uitdrukkelijke* machtiging van den man eischen waar het geldt voor de vrouw toelating te bekomen een beroep, een nijverheids- of handelsbedrijf uit te oefenen ?

In antwoord op eene vraag zegden wij ter vergadering van 2 Februari :

Naar mijne meening heeft de Commissie tot herziening ongelijk gehad zich tevreden te stellen, in artikel 223a, met de stilzwijgende machtiging vanwege den man en haar op denzelfden voet te stellen als zijnde uitdrukkelijke machtiging, en wij hebben ongelijk gehad deze bepaling in dien vorm goed te keuren.

Artikel 9 der wet van 19 December 1872 bepaalt dat de vrouw geen openbare koopvrouw mag zijn zonder de machtiging van haar man en regelt den vorm waarin deze machtiging hoeft te worden gegeven. Hetzelfde geldt voor artikel 1 der wet van 1921 betreffende de uitoefening door de vrouw van openbare ambten, alsook voor artikel 2 der wet van 1922 waarbij aan de vrouwen toelating wordt verleend het beroep van advocaat uit te oefenen. Men heeft er daareven op gewezen. Wetens en willens heeft men in elk dezer wetten de uitdrukkelijke machtiging van den man gevorderd wegens de gewichtige daden waartoe de vrouw bekwaamheid ging verkrijgen.

En wij zouden lichtvaardig dit alles gaan omver werpen op gevaar een der meest ernstige bezwaren van bewijlslevering tegemoet te gaan ! Want hoe zal men ten slotte de stilzwijgende machtiging bewijzen ?

Niets is natuurlijker dan dat men zich tevreden stelle met de stilzwijgende machtiging van den man waar het geldt den aankoop door de vrouw van voorraad voor het huishouden, doch hoe heel anders is het geval der vrouw die verbintenissen aangaat in de uitoefening van haren handel of van een vrij beroep !

De artikelen 221 en 223 van het Regeeringsontwerp hebben trouwens zooals de hoogerbedoelde wetten, de wijze geregeld waarop de machtiging van den man moet worden gegeven en ingetrokken, en wel niet alleen in het belang van de vrouw doch ook van den man en van derden. Wij moeten er ons voor hoeden de aldus voorgeschreven regelen te ontzenuwen.

Artikel 223a, dat op een andere plaats werd gewijzigd, wordt dus andermaal bij de tweede lezing behandeld en ik zal van de gelegenheid gebruik maken om te vragen dat de stilzwijgende machtiging van den man zou wegvallen.

Van zijnen kant deed de heer Hymans, Minister van Justitie, het volgende gelden op dezelfde vergadering :

« Men wil eene stilzwijgende machtiging en men beschouwt haar als een groot voordeel. Doch de man die zijn vrouw stilzwijgend machtigt een beroep uit te oefenen, zal haar even goed deze machtiging schriftelijk als stilzwijgend verleen... Van het oogenblik dat de man erin toestemt de machtiging te verleen, zoo men hem zegt dat de stilzwijgende machtiging niet volstaat en dat een geschrift noodzakelijk is, dan zal hij de machtiging neerschrijven. »

En wanneer een lid deed opmerken dat hij zich niet kan vergenoegen met te schrijven, dat hij zijn machtiging moet beteekenen in den voorgeschreven vorm, dan voegt de Minister erbij : « Het blijft verstaan dat hij dien stap zal doen. »

Gevoelig voor die talrijke gronden, en overwegende daarbij dat met voor de machtiging van den man sommige vormen te voorzien, de wet niet alleen handelen zal in het belang van derden, doch ook in het belang van de vrouw, is de Commissie eensgezind om aan den Senaat

voor te stellen in artikel 223a de woorden « of stilzwijgende » te doen wegvallen.

Vermits dus de machtiging van den man uitdrukkelijk moet zijn om de vrouw bekwaam te maken tot het uitoefenen van een beroep, een nijverheids- of handelsbedrijf, zoo zal dit ook het geval moeten zijn met de artikelen 215 en met artikel 217. De vrouw kan niet in rechten verschijnen zonder de uitdrukkelijke machtiging van haar man; zonder de uitdrukkelijke toestemming van haar man kan zij ook niet vervreemden, verpanden, hetzij voor niet, hetzij onder een bezwarenden titel verkrijgen, noch een verbintenis aangaan. Een stilzwijgende machtiging volstaat niet zoomin in het eene geval als in het andere. In te beidelaatstegevallen, echter, hoeft de machtiging niet te worden uitgesproken in den bij artikel 223c voorgeschreven vorm.

Weliswaar kan, naar luid van de wet van 10 Maart 1910 op de arbeidsovereenkomst (art. 29) en der wet van 7 Augustus 1922 op de arbeidsovereenkomst voor bedienden (art. 25), de gehuwde vrouw haren arbeid verhuren mits de uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van haar man, doch de toestand is geheel verschillend en de omvang van de machtiging is verre van dezelfde te zijn.

* *

ART. 223b. — Na de woorden « eersten aanleg » de woorden « der laatste echtelijke woonplaats » in te voegen.

* *

ART. 223c. — Te doen wegvallen.

De Commissie voor de herziening had dit artikel als volgt opgesteld :

« Van de wetten waarbij het uitoefenen door de vrouw van openbare ambten of van het beroep van advocaat wordt geregeld, wordt niet afgeweken. »

Na te zijn gewijzigd luidde dit artikel als volgt :

« De wetsbepalingen waarbij het uitoefenen, door de vrouw, van openbare ambten of van het beroep van advocaat wordt geregeld, worden ingetrokken in

zoooverre zij in strijd zijn met artikel 223a. »

Het is buiten kijf dat het aldus gewijzigde artikel geen reden van bestaan meer heeft van het oogenblik dat de machtiging van den man uitdrukkelijk moet zijn, daar de vroegere wetten geenszins in strijd meer zijn met de tegenwoordige wet.

Doch is het gepast het artikel andermaal in te lasschen zooals de Commissie voor de herziening het had opgesteld ? Is het noodig te bevestigen dat de wetten, die voor de vrouw het uitoefenen regelen van openbare ambten of van het beroep van advocaat, van kracht blijven ? Dergelijke voorzorg mocht nuttig schijnen zoolang artikel 223a de stilzwijgende machtiging van den man op een lijn stelde met de uitdrukkelijke machtiging, daarin afwijkend van de beide hoogerbedoelde wetten; doch, aangezien er in deze wet geen sprake meer is van stilzwijgende machtiging, zoomin als in de twee overige, waarom dan te zeggen dat er niet wordt afgeweken van de bepalingen dezer laatste, vermits de nieuwe wet, op het stuk van machtiging door den man, geen ander beginsel huldigt dan de vroegere wetten.

De Commissie besluit dus tot het eenvoudig doen wegvallen van artikel 223c, hetzij de geamendeerde tekst, hetzij de tekst van het Regeeringsontwerp.

* *

ART. 224a. — De woorden « staande huwelijk » te doen wegvallen.

* *

ART. 224c, lid 1. — Voor het woord « woonplaats » het woord « laatste » in te voegen.

Lid 3. — Dit lid te vervangen door den volgende tekst :

« Het vonnis wordt, op aanzoek van den procureur des Konings of van den man, binnen één maand na zijn datum, bij uittreksel overgemaakt aan de griffie van de burgerlijke rechtbank, om aldaar te worden overgeschreven in een daartoe gehouden register. Bovendien... » (Het overige zooals in het artikel.)

Men was van meening dat de overschrijving van het vonnis waarbij de machtiging wordt ingetrokken de vrouw eene nuttelooze vernedering zou opleggen.

* * *

ART. 224*d*. — Van lid 2 lid 1 maken en lid 2 te doen luiden : « De vrouw mag aan de schuldeischers waarmede zij zonder bedrog een overeenkomst slot, door middel eener akte van bekendheid of door elk ander middel bewijzen dat zij een beroep uitoefent dat onderscheiden is van het beroep van haar man. »

De geachte Minister van Justitie rechtvaardigde deze nieuwe lezing als volgt ter vergadering van 22 Februari :

« Ik vraag dat men van het amendement van den heer Lebon, lid 1 zou maken van artikel 224*d*. Wij zullen aldus een volledig stel bewijzen hebben dat volkomen duidelijk en logisch zal zijn.

» Aldus zal artikel 224*d* eerst het bewijs bepalen dat de vrouw een afzonderlijk beroep uitoefent; daarna komt het bewijs van de herkomst en den omvang der goederen; en, ten slotte, in een derde lid, een bijzonder bewijs waar het vaste goederen en rechten op roerende goederen geldt. Aldus hebben wij een volledig stel. »

De Commissie voor de Justitie had reeds in haar verslag nadruk daarop gelegd, met te schrijven : « Maar hoe zal de vrouw tegenover derden het bewijs leveren dat zij het recht van beschikken en beheeren bezit ? Het zal haar volstaan, hebben wij gezegd, te bewijzen dat zij een handel, eene nijverheid of een beroep uitoefent dat onderscheiden is van het beroep van haar man. Vraagstuk in feiten. Zoo de derden daarvan persoonlijk kennis hebben, zullen zij een bewijs vragen. Het is moeilijk de middelen op te sommen waardoor een feit kan worden bewezen : al de middelen zijn toegelaten, tenzij het een « juridisch feit betrefte ». Geldt het een handeldrijvende vrouw, dan zal hare

inschrijving in het handelsregister een uitstekend bewijs zijn. Een vrouw die haar beroep uitoefent krachtens eene toelating van de rechtbank, zal het vonnis overleggen waarbij haar die toelating werd gegeven; eene bediende, een getuigenschrift van haren werkgever, en elke vrouw, over het algemeen, eene akte van bekendheid. Zoo de vrouw dit bewijs levert, zijn de derden met wie zij een verbintenis aanging, niet meer aansprakelijk. »

Dit werd geschreven naar aanleiding van artikel 223*a*, toen dit artikel nog toegaf dat de machtiging van den man stilzwijgend mocht zijn. Nu deze machtiging uitdrukkelijk moet zijn, zal de vrouw, om te bewijzen dat zij een afzonderlijk beroep uitoefent, over een middel meer beschikken, en wel over het meest doelmatige, het uittreksel, door den griffier, afgeleverd uit het register waarin deze machtiging werd geboekt.

* * *

ART. 224*e*. — *a*) Het lid 1 te doen voorafgaan door het teken « § 1 ».

b) In lid 1 na de woorden « tenzij zij » het woord « tevens » in te lassen.

c) Lid 2 te doen luiden :

« De schulden betreffende de voorbehouden goederen worden als dezen behandeld. »

d) Het laatste lid te doen luiden :

« Onder al de stelsels die noch gemeenschap, noch gemeenschap van aanwinsten bedragen, maken de voorbehouden goederen geen deel uit van de te verdeelen baten. »

De wijzigingen toegebracht aan artikel 224*e* zijn slechts een gevolg van het ruimer stelsel dat door den Senaat werd aangenomen krachtens hetwelk aan de vrouw het recht wordt erkend over hare voorbehouden goederen, zoo roerende als onroerende, te beschikken.

De Voorzitter-Verslaggever,
ALEXANDRE BRAUN.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ART. 214*b*, alinéa 2. — Ajouter les mots : « réserve faite des droits des tiers ».

ART. 214*c*, alinéa 2. — Ajouter *in fine* : « même sur la minute ».

ART. 214*i*. — Remplacer les mots : « En cas d'interdiction, d'absence ou d'empêchement de l'un des époux, » par : « Si l'un des époux est absent, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, ».

ART. 214*j*. — *a*) Insérer les mots : « du dernier domicile conjugal, » après les mots : « tribunal de première instance ».

b) Ajouter un alinéa ainsi conçu :

« Le jugement prononcé en vertu des pouvoirs conférés dans l'article précédent sera, à la diligence de l'époux qui l'aura obtenu, transmis par extrait, dans le mois de la date, au greffe du même tribunal pour y être transcrit dans un registre tenu à cet effet. »

ART. 215. — Insérer le mot « expresse » après le mot « autorisation ».

ART. 217. — Insérer le mot « exprès » après le mot « consentement ».

ART. 220, alinéa 1^{er}. — Ajouter : « ; et au dit cas, elle oblige aussi son mari s'il y a communauté entre eux ».

ART. 221, alinéa 3. — Ajouter les mots : « du dernier domicile des époux ».

ART. 222, alinéa 2. — Substituer au texte du 1^o de l'article 222, le texte ci-après : « Si le mari est absent, interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté; ».

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

ART. 214*b*, lid 2. — De woorden toe te voegen : « onder voorbehoud van de rechten van derden ».

ART. 214*c*, lid 2. — Aan het slot toe te voegen : « zelfs op de minuut ».

ART. 214*i*. — De woorden : « In geval van onmondigverklaring, afwezigheid of verhindering van een der echtgenooten » te vervangen door : « Is een der echtgenooten onmondig verklaard, afwezig of in de onmogelijkheid zijn wil te kennen te geven, ».

ART. 214*j*. — *a*) Na de woorden : « van eersten aanleg » de woorden « van de laatste echtelijke woonplaats » in te voegen;

b) Een lid toe te voegen luidende :

« Het vonnis gewezen krachtens de bij voorgaand artikel verleende volmacht wordt, op aanzoek van den echtgenoot die het heeft verkregen, binnen een maand na zijn datum, bij uittreksel overgemaakt aan de griffie derzelfde rechtbank om aldaar te worden overgeschreven in een daartoe gehouden register. »

ART. 215. — Na de woorden « zonder de » het woord « uitdrukkelijke » in te voegen.

ART. 217. — Voor het woord « toestemming » het woord « uitdrukkelijke » in te voegen.

ART. 220, lid 1. — Toe te voegen : « ; in welk geval zij ook haar man verbindt zoo er tusschen hen gemeenschap bestaat ».

ART. 221, lid 3. — Na de woorden : « van eersten aanleg » de woorden « der laatste echtelijke woonplaats » in te voegen.

ART. 222, lid 2. — Den tekst van 1^o van artikel 222 te vervangen door : « Is de man afwezig, onmondig verklaard of in de onmogelijkheid zijn wil te kennen te geven; ».

ART. 223a. — Supprimer les mots : « ou tacite ».

ART. 223b. — Insérer les mots : « du dernier domicile conjugal » après les mots : « tribunal de première instance ».

ART. 223e. — A supprimer.

ART. 224a. — Supprimer les mots : « Durant le mariage » et substituer aux mots : « y seront compris », les mots : « Y sont comprises ».

ART. 224c, alinéa 1^{er}. — Insérer le mot : « dernier » après les mots : « tribunal civil du ».

ART. 224c, alinéa 3. — Substituer à cet alinéa le texte suivant :

« Le jugement sera, à la diligence du procureur du Roi ou du mari, transmis par extrait, dans le mois de sa date, au greffe du tribunal civil pour y être transcrit dans un registre tenu à cet effet. Il devra... (le reste comme dans l'article). »

ART. 224d. — a) Supprimer l'alinéa 1^{er} et le remplacer par l'alinéa 2;

b) Insérer un alinéa 2 (nouveau) ainsi conçu :

« La preuve que la femme exerce une profession distincte de celle de son mari sera faite envers les créanciers avec lesquels elle a traité sans fraude, par la production d'un acte de notoriété ou par tout autre moyen. »

ART. 224e. — a) Faire précéder l'alinéa 1^{er} du signe « § 1^{er} »;

b) Intercaler dans l'alinéa 1^{er}, après les mots : « à moins qu'ils aient », ceux-ci : « en même temps »;

c) Rédiger l'alinéa 2 comme suit :

« Les dettes afférentes aux biens réservés, suivent le sort de ces biens. »

d) Rédiger le dernier alinéa comme suit :

« § 2. — Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, les biens réservés sont propres à la femme. »

ART. 223a. — De woorden : « of stilzwijgende » te doen wegvallen.

ART. 223b. — Na de woorden : « eersten aanleg » de woorden « der laatste echtelijke woonplaats » in te voegen.

ART. 223e. — Te doen wegvallen.

ART. 224a. — De woorden : « staande huwelijk » te doen wegvallen.

ART. 224c, lid 1. — Voor het woord : « woonplaats » het woord : « laatste » in te voegen.

ART. 224c, lid 3. — Dit lid te vervangen door den volgende tekst :

« Het vonnis wordt, op aanzoek van den procureur des Konings of van den man, binnen een maand na zijn datum, bij uittreksel overgemaakt aan de griffie van de burgerlijke rechtbank om aldaar te worden overgeschreven in een daartoe gehouden register. Bovendien... (zooals in het artikel). »

ART. 224d. — a) Lid 1 te doen wegvallen en te vervangen door lid 2;

b) Een nieuw lid 2 in te voegen luidende :

« De vrouw mag aan de schuldeischers, waarmede zij zonder bedrog een overeenkomst sloot, door middel eener akte van bekendheid of door elk ander middel bewijzen dat zij een beroep uitoefent dat onderscheiden is van het beroep van haar man. »

ART. 224e. — a) Het eerste lid te doen voorafgaan door « § 1 »;

b) Na de woorden : « tenzij zij » het woord « tevens » in te voegen;

c) Lid 2 te wijzigen als volgt :

« De schulden betreffende de voorbehouden goederen worden als dezen behandeld. »

d) Het laatste lid te wijzigen als volgt:

« § 2. — Onder al de stelsels die noch gemeenschap, noch gemeenschap van aanwinsten bedragen, zijn de voorbehouden goederen eigen bezit van de vrouw. »